

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry le 13/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PISTORELLO BOBINAGE**

293 chemin des vernes 73200 ALBERTVILLE

Références : 20221121-RAP-PISTORELLO BOBINAGE-Inspection\_publiable  
Code AIOT : 0006104315

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement PISTORELLO BOBINAGE implanté 293 chemin des vernes 73200 ALBERTVILLE. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2022 de l'inspection des installations classées. Elle fait suite à la dernière visite d'inspection réalisée en février 2014 à propos d'une plainte relatives aux rejets atmosphériques de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PISTORELLO BOBINAGE
- 293 chemin des vernes 73200 ALBERTVILLE
- Code AIOT : 0006104315
- Régime : Autorisation

PISTORELLO BOBINAGE est une entreprise spécialisée dans la maintenance, le rebobinage et la négoce de moteurs électriques.

Des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont exploitées au sein de l'établissement.

Les activités sont à ce jour réglementées par les arrêtés ministériels de prescriptions générales du 02/05/2002 (rubrique 2940) et du 27/07/2015 (rubrique 2563) ainsi que par l'arrêté préfectoral du

28/06/2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration qui ne font pas l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions générales.

Lors de la précédente visite d'inspection le 20/02/2014, l'inspection des installations classées avait reconnu que l'exploitant bénéficiait à priori du bénéfice des droits acquis conformément aux dispositions des articles L. 513-1 et R. 513-2 du code de l'environnement pour l'activité relevant de la rubrique 2566 (four pour le nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique - régime de l'autorisation).

La procédure n'avait cependant pas été menée à terme en raison de l'incomplétude des éléments communiqués par l'exploitant par courrier en septembre 2014.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative de l'établissement;
- suites de la précédente visite d'inspection.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                       | Référence réglementaire                  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|---|-----------------------|
| 1  | Nomenclature des installations classées | code de l'environnement, article R.511-9 | /  | Mise en demeure, dépôt de dossier   | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative de l'établissement n'a pas été régularisée depuis les derniers échanges ayant eu lieu en 2014 et 2015 entre l'exploitant et l'inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nomenclature des installations classées**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.511-9  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.   |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Rappel de l'historique:</u><br>A la suite de la précédente visite d'inspection réalisée en 2014, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un dossier comportant différentes pièces techniques et administratives afin que la situation de l'établissement puisse être mise à jour et que les installations exploitées fassent l'objet d'un arrêt préfectoral permettant de réglementer leur fonctionnement et leur surveillance, en particulier à propos des rejets atmosphériques (courrier du 04/03/2014).<br>Des échanges courriers ont eu lieu entre l'exploitant et l'inspection des installations classées sur la seconde partie de l'année 2014. Par courrier du 06/01/2015, l'inspection a informé l'exploitant que le dossier transmis par courrier du 02/09/2014 était incomplet et qu'il était attendu de sa part la transmission d'éléments complémentaires. Une relance a été réalisée par courrier le 09/07/2015.<br>Une analyse des rejets atmosphériques au droit du four électrique de débobinage a été réalisée le 20/07/2015 et le rapport SOCORAIR du 05/10/2015 a ensuite été transmis à l'inspection des installations classées.<br>Depuis cette transmission, il n'y a plus eu d'échange entre l'exploitant et l'inspection des installations classées.<br><br><u>Dossier technique - Echanges avec l'inspection des installations classées:</u><br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un dossier établi avec la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) et a indiqué avoir transmis ce document en septembre 2014. Ce |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.511-9   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative  |
| <p>dossier présente cependant quelques différences avec le dossier réceptionné par l'inspection des installations classées le 02/09/2014.</p> <p>Un recensement des activités relevant de la nomenclature ICPE et exercées au sein de l'établissement est disponible dans le dossier:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1220: emploi et stockage d'oxygène: non classé;</li> <li>• 1418: stockage ou emploi d'acétylène: non classé;</li> <li>• 2564-b: nettoyage [...] par des solvants organiques: non classé;</li> <li>• 2575: emploi de matières abrasives: non classée;</li> <li>• 2563: nettoyage [...] par des base aqueuse ou hydrosoluble: déclaration avec contrôle;</li> <li>• 2940-1-b: application de vernis, peinture: déclaration avec contrôle;</li> <li>• 2566-1-a: nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique: autorisation.</li> </ul> <p>Au vu de la déclaration historique réalisée par l'exploitant pour les rubriques 405 et 406 (récépissé le 13/12/1994), des constats réalisés par l'inspection des installations classées en février 2014 et du recensement présenté dans le dossier technique transmis en septembre 2014, <b>la situation administrative de l'établissement n'était pas à jour en 2014.</b></p> <p>Des documents techniques sont également disponibles dans le dossier: plans, spécificités techniques du four, politique HSE de l'entreprise, fiches de données de sécurité (FDS), inventaire des produits dangereux, inventaire des déchets.</p> <p><u>Echanges avec la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et la Protection des Populations (DDCSPP):</u></p> <p>Le dossier du suivi de l'établissement indique que l'exploitant a également transmis à la DDCSPP le 02/09/1994 un dossier de déclaration pour les activités classées sous le régime de la déclaration avec contrôle au titre des rubriques 2563 et 2940.</p> <p>Le récépissé de déclaration a été transmis à l'exploitant le 16/09/2014.</p> <p><u>Visite d'inspection:</u></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant n'a pas apporté de réponse au dernier courrier de l'inspection des installations classées le 09/07/2015;</li> <li>• les activités exercées au sein de l'établissement sont toujours les mêmes que celles constatées en 2014.</li> </ul> <p>Au vu de l'historique de l'établissement et des échanges ayant eu lieu entre l'exploitant, l'inspection des installations classées et la DDCSPP, il apparaît que <b>la situation administrative de l'établissement n'a pas été régularisée pour les activités relevant de la rubrique 2566 (régime de l'autorisation).</b> et que la procédure relative au bénéfice des droits acquis pour cette activité n'a pas été menée à termes.</p> <p>Considérant que le dossier de déclaration initiale transmis par l'exploitant le 10/11/1994 mentionnait l'existence d'un four MAXEI pour le séchage ou à la calcination des bobinages, l'inspection des installations classées a indiqué par courrier du 04/03/1994 que l'exploitant disposait du <b>bénéfice des droits acquis.</b></p> <p><b>L'inspection des installations classées propose de demander à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 6 mois, l'ensemble des documents techniques et administratifs nécessaires à la régularisation de l'établissement. Ces documents comprendront en particulier les pièces mentionnées dans les courriers de l'inspection des installations classées des 09/07/2015, 06/01/2015 et 04/03/2014.</b></p> <p><b>L'inspection des installations classées propose également que soit pris, à l'issue de l'instruction du dossier à transmettre, un arrêté préfectoral complémentaire pour mettre à jour la situation de l'établissement et réglementer le fonctionnement et la surveillance des installations, en particulier en matières de rejets atmosphériques.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.511-9 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                     |